

## Section 6.—Colonisation—Bureau de l'établissement des soldats.

La réévaluation des terres des soldats-colons autorisée par un amendement à la loi de l'établissement des soldats arrêtée en 1927 a été à peu près terminée en 1929. Le nombre de colons ayant pétitionné pour la réévaluation était de 8,322 et 8,103 fermes ont ainsi été réévaluées. Le Bureau a rendu sa décision finale dans 7,043 cas. Le prix global de vente de ces fermes aux soldats-colons était de \$26,557,338 et la réduction consentie est de \$6,379,930, soit une moyenne de 24 p.c. pour tout le Canada. Deux cent soixante-cinq colons ont interjeté devant la cour de l'Échiquier appel de la décision du Bureau. Cent-vingt-neuf appels ont été renvoyés et quinze ont été maintenus, tandis qu'il reste encore à adjuger sur cent-seize appels.

Depuis les débuts de l'établissement des soldats sur la terre jusqu'à la fin de l'année civile 1929 les prêts consentis aux soldats-colons s'élèvent à \$111,447,209. Le montant avancé a été substantiellement réduit, le total maintenant dû, y compris les intérêts, s'élevant à \$71,715,941. Les remboursements des colons donnent un total de \$43,138,684, dont \$13,907,743 en intérêts. Au cours de l'année terminée le 30 juin 1929, les soldats-colons ont versé \$3,974,035. Depuis les débuts de leur établissement, 1,447 soldats-colons ont remboursé en entier leurs dettes au Bureau.

Le Bureau a revendu 6,327 fermes qui avaient été rétrocedées. Au cours de l'an dernier, 1,286 fermes ont été revendues donnant un prix global d'environ \$3,000,000.

En vertu de l'entente avec le gouvernement britannique pour l'établissement de 3,000 familles, 3,349 familles sont venues pour prendre des fermes dans toutes les provinces du Canada et 2,045 familles sont actuellement engagées à exploiter des terres en vertu d'une entente couvrant leur achat, leur prix global étant de \$8,270,914; 571 familles sont encore en probation; 86 ont commencé l'exploitation de fermes indépendamment de ce plan général; et 647 familles se sont retirées. Des 3,349 familles, 3,214 sont encore au Canada et 2,829 sont engagées dans l'agriculture soit sous ce plan, soit privément. Le gouvernement britannique a avancé plus de \$3,000,000 pour l'achat de l'outillage de ces fermes et il reste encore en disponibilité \$1,500,000 pour le même objet.

En vertu d'un projet d'établissement de 500 familles au Nouveau-Brunswick, 198 familles ont été établies en 1928 et 1929. Dix d'entre elles se sont retirées depuis. Au cours de 1929 le Bureau a reçu 1,131 ouvriers agricoles britanniques dont il doit avoir soin pendant cinq ans. Au cours des quatre années écoulées depuis l'entente, le nombre de cas reçus par la branche de l'établissement sur les terres est de 18,305, comprenant 3,860 familles, 12,577 célibataires et 1,868 apprentis. Ce nombre ne comprend pas les familles venues sous les plans d'établissement de 3,000 et de 500 familles.

Trois cent sept migrants qui se sont adressés à la branche de l'établissement sur la terre, portant des certificats directs des agents du département en Grande-Bretagne et aux États-Unis, ont aussi été assistés dans leurs différents problèmes d'établissement. Des investigations spéciales au cours de l'année ont été faites dans 5,480 cas se répartissant comme suit: 854 ouvriers agricoles britanniques, 99 adolescents, 483 domestiques, 991 étrangers pour admission, 1,323 étrangers pour établissement, 467 pour recouvrement d'argent avancés pour passage, et 1,263 autres cas divers. Les placements de main-d'œuvre agricole au cours de l'année se chiffrent à 6,750, ce qui porte le total des placements, depuis les débuts de ce système en 1924 jusqu'à la fin de 1929, à 50,362.

## Section 7.—Secrétairerie d'État.

Le département du Secrétaire d'État fut institué sous sa forme actuelle en 1873 par la fusion en un seul organisme des secrétaires d'État de la Puissance